

# Béthune Nouvelle mobilisation au centre des finances publiques



Une cinquantaine de personnes étaient rassemblées ce mardi matin entre 8 h 30 et 9 h 30 devant le centre des finances publiques, rue Guynemer. Les 43 trésoreries du département seraient en effet menacées de disparition. L'intersyndicale dénonce un démantèlement des services publics.

Elsa Lambert-Ligier | 23/04/2019

L'intersyndicale dénonce un démantèlement des services publics. PHOTO LUDOVIC MAILLARD - VDN

Un panneau noir avec une tête de mort et un message fort : « *finances publiques même plus l'impôt sur les os* ». C'est la troisième journée de mobilisation des agents et autres fonctionnaires des finances publiques. La première, c'était en mars, rue Guynemer déjà. La deuxième en avril, devant la sous-préfecture. À chaque fois avec la présence des retraités CGT qui apportent leur soutien, soucieux du maintien des services publics.



Une cinquantaine d'agents étaient réunis ce mardi matin devant le centre des finances publiques. PHOTO LUDOVIC MAILLARD - VDN

« *On n'empêche pas les gens de rentrer*, souligne Roman Perasse, un des représentants de l'intersyndicale. Le but, c'est d'expliquer que les services publics, et notamment financiers, sont en phase de restructuration pour ne pas dire destruction. *Il est question de supprimer les 43 trésoreries du département et de les remplacer par une dizaine de back offices*. Le début de la fin de l'accueil physique. Pour l'instant, on se mobilise pour interpeller notre directeur qui n'a toujours pas confirmé ou infirmé le projet de restructuration qu'on a eu par la bande. » L'échéance ? 2022.

## Quelles trésoreries concernées ?

Les trésoreries qui seraient concernées dans l'arrondissement : Auchel, Saint-Venant, Laventie, Beuvry, Hersin-Coupigny, Douvrin et peut-être Lillers. « *Le directeur a essayé de mettre en place des agences comptables gérées par les collectivités locales où seraient détachés d'office des agents des impôts mais très peu de collectivités sont volontaires. C'est un transfert de charges. Et cela pose un autre problème : le comptable serait sous la responsabilité de l'ordonnateur. Ça peut être la porte ouverte à des dérives. Il n'y aurait plus de contrôle de l'État.* » L'intersyndicale s'inquiète aussi de la quasi-disparition de la mission de conseil aux élus du comptable de la trésorerie. « *Dans le projet, il n'y aurait plus qu'un conseiller par établissement public de coopération intercommunale.* » Pour lever, ou pas, ces inquiétudes, les agents attendent la venue de Gérard Darmanin, ministre des Comptes publics, qui devrait venir rencontrer le directeur départemental.

L'intersyndicale dénonce un démantèlement des services publics.



PHOTO LUDOVIC MAILLARD - VDN

En dehors de cette action ponctuelle, tous les matins, entre 8 h 30 et 9 h 30, les agents font signer une pétition pour expliquer aux usagers ce qui les attend. Mille cinq cents signatures ont été collectées pour le moment. « *Tous les usagers sont impactés, souligne Henri Tobo pour les retraités CGT : entreprises, commerçants, particuliers, PME.* »

Prochaine action le 9 mai à l'occasion de la grève de la fonction publique.